

Un capitalisme africain néo-patrimonial ?

Aventures conceptuelles via John Kenneth Galbraith

ADAM SNEYD, PHD*

Les chercheurs disposent d'une abondance de ressources qu'ils peuvent exploiter pour percer les futilités associées à de nombreuses ébauches journalistiques de l'histoire des périodes d'apparent essor économique en Afrique. Toutefois, certaines sources précieuses qui pourraient les aider à le faire sont beaucoup moins évidentes que d'autres. Le présent article examine les possibilités d'appuyer les analyses du capitalisme en Afrique en se référant à un analyste dont l'œuvre n'a pas encore pénétré le marché de la connaissance des économies politiques africaines. Il s'interroge sur ce que les écrits de John Kenneth Galbraith peuvent apporter à des outils analytiques qui incorporent déjà l'héritage intellectuel de spécialistes des sciences sociales tels que Max Weber. Ce faisant, il soutient que divers concepts, approches et idées que Galbraith développa ou popularisa peuvent améliorer notre compréhension de la dynamique associée aux capitalismes africains. Employé conjointement à l'attention accordée au néo-patrimonialisme, Galbraith peut corriger les représentations trop statiques de la vie politique africaine et élargir les analyses de l'exercice du pouvoir économique. Assurément, l'Afrique connaît un grand nombre de *capitalismes* différents et ses réflexions pourraient mieux s'appliquer dans des contextes où les forces du marché rivalisent maintenant de manière durable avec les *puissants* pour être les moteurs de la vie politique et économique. Cela dit, l'attention accordée par Galbraith au pouvoir des grandes entreprises, ainsi qu'à l'approche conventionnelle et à la pauvreté, peut éclairer de nombreuses similitudes panafricaines. L'œuvre de Galbraith peut également être utilisée avec profit pour évaluer l'évolution et la

* Adam Sneyd est professeur adjoint de science politique et du programme des *International Development Studies* à l'University of Guelph, au Canada. Il dirige des recherches sur l'économie politique des matières premières. *Governing Cotton*, son livre publié en 2011 dans la série *International Political Economy* de Palgrave Macmillan, analysait la façon dont la mondialisation pourrait transformer les rapports entre production cotonnière et pauvreté dans toute l'Afrique sub-saharienne. Il travaille actuellement sur un livre consacré à la géopolitique du coton pour la série *Resources* de Polity Press. Il poursuit depuis quelques années des recherches sur les difficultés en matière de matières premières que connaît le Cameroun.

dynamique du capitalisme dans les situations propres à différents pays présentés auparavant comme des *paradis* néo-patrimoniaux.

Le présent article commence par un bref passage en revue des écrits consacrés au néo-patrimonialisme. Il examine ensuite les voies possibles de pénétration panafricaine des concepts élaborés par Galbraith en employant certains aspects de la délimitation par Timothy M. Shaw des contours de l'apparente renaissance économique de l'Afrique¹. Une étude de cas préliminaire du secteur agro-industriel au Cameroun est ensuite présentée. Ce bref exemple met en évidence la façon dont la méthode galbraithienne de concentration sur un seul élément du capitalisme basé sur l'agro-alimentaire et les ressources naturelles en voie de développement au Cameroun complète et élargit les analyses axées principalement sur le néo-patrimonialisme. Pour ce faire, il s'inspire largement des données recueillies par l'auteur au cours d'une période de cinq mois lors de quatre voyages d'études effectués au Cameroun entre juin 2010 et décembre 2012. En particulier, il se sert de l'observation participante et directe menée dans les milieux de la recherche sur le développement dans le pays, ainsi que des idées et opinions recueillies lors de nombreuses conversations informelles avec des fonctionnaires et des cadres du secteur privé². La conclusion résume les possibles raisons pour lesquelles il convient d'accorder à l'avenir une attention accrue à John Kenneth Galbraith dans le contexte africain.

Néo-patrimonialisme : une fenêtre exceptionnelle sur la politique en Afrique

La conceptualisation du néo-patrimonialisme ne s'est pas faite dans le vide. Comme de nombreux autres concepts controversés liés au développement tels que la démocratie ou la pauvreté, celui-ci a commencé à être utilisé et a été affiné dans un contexte de recherche très fragmenté. D'après l'un des principaux promoteurs du concept, les spécialistes de la politique en Afrique ont eu tendance à choisir entre deux approches. Selon Patrick Chabal, les adeptes de la première ont été enclins à employer des théories souvent appliquées au reste du monde en voie de développement dans leurs études des économies politiques de l'Afrique³. Pour leur part, les tenants de la deuxième approche ont été enclins à maintenir que l'Afrique est une exception ou un cas unique exigeant une étude et un développement théorique distincts. Ce camp a été la source principale des recherches orientées de plus en plus vers le néo-patrimonialisme. Il peut légitimement prétendre avoir garanti la place éminente du concept dans les écrits sur les défis du développement en Afrique, du moins parmi la moitié de ceux qui traitent l'Afrique comme une exception en matière de développement.

Au plus simple, la règle néo-patrimoniale dans les états-nations africains modernes est perçue comme particulièrement omniprésente dans des régimes administratifs ou institutions bureaucratiques par ailleurs légaux ou rationnels⁴. Les pratiques patrimoniales en vigueur dans ces régimes ou institutions sont définies comme étant des activités qui dénaturent les pouvoirs attribués formellement ou officiellement. Lorsqu'elles sont exécutées, les actions officielles s'écartent du véritable intérêt public pour satisfaire des intérêts privés. Autrement dit, les distinctions entre public et privé s'effondrent lorsque les intérêts personnels des chefs d'état et de gouvernement, ministres, représentants élus, secrétaires permanents, responsables de la réglementation et fonctionnaires de moindre rang imprègnent et dénaturent leurs fonctions officielles. Entre autres résultats regrettables, les experts en la matière maintiennent que le néo-patrimonialisme a été particulièrement favorable au développement de systèmes du pouvoir personnel et fortement autocratique, ainsi qu'à l'enrichissement de groupes⁵. Ces spécialistes ont également prétendu que la persistance de cette structure de gouvernance hybride, ou parallèle, a enraciné les réseaux de clientélisme comme *modus operandi* du *statu quo* politico-économique en Afrique. Ce *modus operandi* a à son tour influencé l'affectation des crédits et subventions ainsi que les droits de douane et les impôts, et la mauvaise allocation ou la disparition de ces fonds via des déboursements personnalisés et la consommation finale : la *restauration* qui a alimenté ce que Bayart a appelé la *politique du ventre*⁶.

Même les critiques les plus acerbes des analyses qui mettent l'accent sur le néo-patrimonialisme reconnaissent que, dans leur forme idéale, les contributions dans ce domaine peuvent offrir bien plus qu'un cynique afro-pessimisme. Aaron deGrassi, par exemple, a insisté sur le fait que ceux qui usent et abusent du concept ont montré une appréciation pour la *politique politicienne*⁷. En tant que tel, il estime qu'ils ont en cela contribué aux efforts de rejet de la tendance dominante de la science politique d'inspiration américaine, qui consiste à traiter la politique comme un *sous-ensemble* [des modèles] *abstraits* d'acteurs rationnels. DeGrassi et d'autres, ont également loué la pression que de nombreux contributeurs à cette théorie ont exercée sur la compréhension des liens entre l'état, l'économie et la société dans des pays africains particuliers. Cette insistance a encouragé l'élaboration, l'exécution et la publication d'études de cas de pays et de recherches panafricaines qui saisissent les nuances locales et les tendances générales associées à ce phénomène. Les recherches réalisées montrent clairement que les spécialistes qui mettent l'accent sur le néo-patrimonialisme ont apporté des contributions significatives à notre compréhension dans au moins quatre domaines interdépendants. Ils ont soigneusement défini le secteur informel et ses relations avec les institutions formelles, expliqué clairement le rôle central et le fonctionnement des réseaux de redistribution

des ressources, attiré l'attention sur la persistance de la corruption et la résilience de l'impunité, tout en plaçant la politique et les opérations de l'état au cœur de l'analyse des difficultés et des chances de l'Afrique.

En ce qui concerne la première contribution générale de ces écrits, la reconnaissance de l'existence simultanée d'institutions formelles et informelles en Afrique a attiré une attention utile sur les facteurs qui entravent et rendent possible le développement politique, social et économique. Elle a aidé à corriger le discours à sens unique au sein et en dehors des milieux universitaires qui considéraient les économies politiques africaines comme étant essentiellement *dysfonctionnelles*⁸. En particulier, l'effort de délimitation minutieuse par Goran Hyden de la quasi-institutionnalisation des pratiques informelles dans le contexte du règne du *big-man* représente une importante contribution à la compréhension du fonctionnement de la gouvernance économique africaine contemporaine⁹. En juxtaposant et étudiant dans tous ses détails la présence parallèle de normes formelles et informelles de marché en Afrique concernant le type d'échange (impersonnels, par opposition à personnels), l'approche des règles (règle de droit, par opposition aux règles en usage), la nature de l'échange (contractuel, par opposition à non contractuel) et d'autres aspects fondamentaux des transactions économiques, Hyden a rendu possible une réinterprétation de l'échec économique de l'Afrique. Dans cette optique, des échecs ou succès africains précis peuvent désormais être liés en théorie au fonctionnement relativement *efficace* d'institutions informelles ou formelles particulières. L'expression claire de cette réalité complexe a remis en question des exposés qui affirment explicitement ou présument implicitement qu'une dépendance accrue à l'égard des normes formelles (occidentales) de gouvernance du marché augmentera nécessairement la fréquence ou l'ampleur des victoires de développement. Dans le contexte de l'intérêt intense exprimé par les nouveaux investisseurs, qui est documenté rigoureusement dans les pages de *Jeune Afrique*, *This is Africa*, *African Business* et autres publications, cette contribution met l'accent sur le fait que les économies politiques africaines sont fortement différenciées. Il est simplement impossible de garantir quel aspect particulier de la grammaire de gouvernance hybride dominera où et quand. Comme tels, les outils analytiques de Hyden pourraient également être utilisés pour situer et contextualiser les perspectives de développement de la croissance en flèche de l'Afrique et l'optimisme qui lui est associé dans la presse économique.

Les études consacrées au néo-patrimonialisme ont également apporté une contribution significative à la compréhension des systèmes de redistribution des ressources. Ce faisant, elles ont aidé à affiner la perception des particularités exactes du néo-patrimonialisme et ont fait progresser la conceptualisation de phénomènes associés ou accessoires tels que le clientélisme, le népotisme, la mise en

commun des ressources et les systèmes d'autodéfense. Les spécialistes en la matière ont excellé dans la perception des différences entre la pratique néo-patrimoniale et les relations d'échange patrimoniales¹⁰. Ils ont montré que le nouvel aspect du patrimonialisme en Afrique est le fait que les échanges entre *puissants* et *faibles* ne se déroulent généralement plus sur des bases interpersonnelles. Ces échanges se déroulent aujourd'hui généralement par l'intermédiaire de réseaux de courtiers qui assurent la liaison entre les centres de pouvoir politique et économique et les zones périphériques, et vice-versa. Gero Erdmann et Ulf Engel ont également attiré l'attention sur le besoin pour les analystes de ne plus employer des concepts tels que le clientélisme et le népotisme de façon interchangeable¹¹. Ils ont demandé instamment aux spécialistes de reconnaître que le népotisme suppose des échanges motivés par des considérations politiques et hautement symboliques entre des personnes occupant des positions leur donnant le pouvoir d'influencer des groupes. Par contre, clientélisme devrait, selon eux, être employé pour désigner les échanges asymétriques fermés classiques entre personnes inégales¹². De plus, nous savons également, grâce aux travaux de William Reno, que les systèmes de redistribution des ressources ne font pas qu'aspirer des ressources hors des activités économiques formelles¹³. Ces systèmes sont, dans certains cas, beaucoup plus que des activités à rente de situation visant à manipuler le contexte social ou politique des activités économiques formelles. Reno a montré que, dans différents contextes, les *big-men* ont fait de nombreux efforts *réussis* de contrôle des activités économiques par transfert de celles-ci au secteur informel. L'informalisation active des marchés a permis à des *chiens de garde* de haut niveau de répartir l'accès à des possibilités qui, sinon, n'auraient pas existé et d'exercer un contrôle plus strict des populations faisant l'objet de ces mesures.

Les écrits sur le néo-patrimonialisme ont également amélioré notre connaissance de la façon dont l'impunité continue d'être encouragée dans le contexte d'une corruption endémique et, en fin de compte, de la nature du pouvoir politique en Afrique. Sur le premier point, les spécialistes ont documenté la mesure dans laquelle les structures administratives postcoloniales n'ont pas obtenu les résultats attendus (ou les ont obtenus, suivant le point de vue que l'on adopte) en matière de corruption¹⁴. Les spécialistes ont montré à quel point les états hybrides n'ont pas garanti l'indépendance des commissions anti-corruption et des tribunaux, ainsi que l'omniprésente *corruption avec impunité* qui en a résulté¹⁵. Sur le deuxième point, nous savons maintenant que le pouvoir politique est souvent un pouvoir personnel et que la politique est en général considérée comme un genre de commerce¹⁶. Nous savons également que ces facteurs vont à l'encontre de l'apparition de campagnes politiques spécifiques à certains thèmes, ainsi que de la capacité, de la prévisibilité et de l'intégrité des institutions de gouvernance. Enfin,

grâce aux travaux de Chabal, nous en savons plus sur la complexité et la nature masquée de tous les types de systèmes informels qui contribuent à donner aux *systèmes politiques africains* certaines caractéristiques qui leur sont relativement propres¹⁷.

Cela ne signifie pas que les analyses du néo-patrimonialisme en Afrique ont été sans défaut. Les auteurs d'ouvrages consacrés à ce sujet se sont vus reprocher de présumer parfois *a priori* que le néo-patrimonialisme est un phénomène toujours important dans chacun des cinquante-quatre états souverains de l'Afrique. Les textes qui ont caractérisé la vie politique africaine comme étant de nature essentiellement néo-patrimoniale et ceux qui ont employé le terme comme explication passe-partout des difficultés du développement sur le continent ont également fait l'objet d'une remise en question croissante¹⁸. En outre, les critiques ont soulevé des questions très précises à propos des bases empiriques de ces écrits. Ils ont affirmé qu'il n'y a tout simplement pas eu assez d'études du néo-patrimonialisme pour justifier l'application panafricaine de ce concept. Certains ont également mis l'accent sur les difficultés méthodologiques intrinsèques associées à l'observation et à l'explication des activités informelles¹⁹. Ils ont ce faisant souligné à quel point il est difficile d'obtenir des données fiables sur les relations clientélistes et brandi le spectre d'une tendance chez certains spécialistes à déformer ou à appliquer incorrectement ce concept dans ce contexte. Les critiques ont également lancé des accusations d'eurocentrisme. Plusieurs ont détecté des sous-entendus de supériorité occidentale dans des écrits qui ont associé le néo-patrimonialisme au désordre politique profond qui règne en Afrique et présumé implicitement que la mise en place d'administrations publiques évoluées fonctionnant sur des bases rationnelles et légales serait intrinsèquement préférable au *statu quo*²⁰.

Enfin, et cela s'applique peut-être le mieux à l'objet du présent article, certains critiques ont également dénoncé ce qu'ils considèrent comme une tendance des auteurs d'ouvrages consacrés à ce sujet à être autoréférentiels. DeGrassi a caractérisé les initiés ou spécialistes comme constituant une communauté épistémique. Il a évoqué des problèmes concernant les façons dont le regard collectif de ce groupe a masqué d'autres institutions politiques et sociales qui pourraient être importantes pour le développement en Afrique. On peut trouver la preuve de cette caractérisation dans les récents appels à *ramener* [d'autres] *institutions dans l'étude* de l'Afrique. En prônant plus d'explications historiques et institutionnalistes de la politique en Afrique et un élargissement de la focalisation de la communauté, des spécialistes tels qu'Orvis ont souligné les périls intellectuels de la concentration presque exclusive du groupe sur l'élaboration d'un concept directeur²¹.

Application des concepts de Galbraith aux économies politiques de l'Afrique

Le présent article répond aux appels critiques à une plus grande attention aux institutions à travers l'application des concepts associés à un célèbre institutionnaliste économique dans un contexte qui a généralement été soumis à des approches qui donnaient la priorité aux considérations politiques et se concentraient sur le néo-patrimonialisme. Si les efforts de deGrassi visant à porter remède aux points faibles évidents de ces écrits consistaient en échanges avec un autre ensemble de travaux distinct, les recherches sur l'agriculture africaine, l'approche recommandée par cet article irait beaucoup plus loin. Il s'agit essentiellement d'une tentative préliminaire visant à semer quelques idées sur la façon d'analyser l'Afrique qui pourraient donner des fruits mais, sinon, ne s'épanouiraient pas au sein d'une communauté épistémique relativement repliée sur elle-même. L'effort visant à appliquer plusieurs des concepts élaborés par J.K. Galbraith à l'Afrique en général, et au Cameroun en particulier, est basé sur l'opinion selon laquelle le néo-patrimonialisme a un autre point faible. En termes simples, la qualité autoréférentielle de ces recherches a jusqu'ici continué d'empêcher l'introduction de concepts qui pourraient étayer leur analyse de la puissance économique. Dans ces écrits, tous les chemins ont, pour ainsi dire, mené au président. On espère que l'emploi de concepts précédemment sous-utilisés dans le contexte africain pourrait élucider la dynamique de puissance économique qui passe souvent inaperçue dans les analyses donnant la priorité à la politique. L'application de ces idées à un pays qui a particulièrement préoccupé les spécialistes dans la section qui suit laisse également espérer qu'on pourra ajouter quelque chose aux travaux déjà consacrés aux réalités néo-patrimoniales contingentes et liées au contexte du pouvoir politique au Cameroun²².

En adoptant une prémisse d'économie politique, le présent article vise également à aller au-delà d'une focalisation statique sur les conditions politiques et à apporter un éclairage analytique sur le dynamisme naissant des économies politiques de l'Afrique et du Cameroun²³. Les activités et les intérêts des hommes et des femmes d'affaires à esprit d'entreprise très poussé et à vocation internationale, ainsi que les liens qui les unissent, à l'échelle du continent, sont prêts pour l'application d'une optique galbraithienne. Il ne fait aucun doute que d'autres penseurs occidentaux éminents ont de la même façon été cooptés ou cités hors contexte et leurs thèses appliquées avec profit à l'Afrique. Hegel, Hobbes, Malthus, ainsi que Marx et Weber en particulier, ont influencé diverses approches des études de la stagnation et de l'état en Afrique. La question est alors de savoir pourquoi les spécialistes ont continué d'exploiter de manière restrictive l'héritage, ou les inter-

prétations de celui-ci, du même groupe fermé d'intellectuels classiques et plus récents. Il ne manque pas de piliers des générations plus contemporaines dont les travaux dans d'autres contextes pourraient être exploités pour enrichir les analyses des conditions et des perspectives du siècle africain. Il convient de ne pas considérer la tentative d'exploitation de certains aspects des travaux de ces générations présentés en détail plus loin comme un effort de remplacement d'un concept directeur défectueux par un petit nombre de concepts imparfaits. Cet exercice aspire plutôt à combler quelques lacunes par un choix très sélectif et l'exploitation de certains éléments de l'héritage de Galbraith.

Il est intéressant de noter que les africanistes qui se sont focalisés sur le néopatrimonialisme ne sont pas les seuls spécialistes de l'Afrique à ne pas avoir encore essayé de récolter ce qui est à portée de la main. Au sein du groupe axé sur l'économie politique du développement, l'autre groupe de spécialistes cité par Chabal s'efforcent de comprendre la politique en Afrique en employant des théories qui ne s'appliquent pas exclusivement à ce continent, même les récentes contributions, à la suite de recherches rigoureuses, ne se sont pas inspirées explicitement de Galbraith²⁴. Même si cette omission est regrettable, elle est également compréhensible dans la mesure où les opinions de Galbraith à l'égard du capitalisme américain et du pouvoir de l'appareil militaire et des grandes entreprises sont mieux connues que ses perspectives en matière de pauvreté de masse. Cela dit, son analyse des premiers est aussi appropriée que celle des secondes pour un premier *dégrossissage* d'un point de vue galbraithien à propos de l'Afrique et du Cameroun.

Galbraith offre une abondance de points de départ potentiels à partir desquels on pourrait essayer de comprendre le monde du pouvoir politico-économique qui échappe de plus en plus aux *big-men* en Afrique. Certains aspects de l'œuvre de sa vie focalisent notre attention sur l'exercice du pouvoir qui prend place au-delà des lignes reliant les activités économiques et ceux qui ont des responsabilités ministérielles aux présidents, à leurs proches et à leur famille éloignée, à leurs parents et à leur communauté réelle ou imaginaire. Il faut toutefois, pour commencer, reconnaître que cette tentative d'application des concepts de Galbraith dans un nouveau contexte spatio-temporel pourrait poser les mêmes problèmes que ceux signalés par les critiques à propos des efforts d'importation du patrimonialisme de Weber en Afrique. L'idée selon laquelle les thèses de cette figure dominante de la pensée économique occidentale du XX^e siècle pourraient s'appliquer à un niveau ou à un autre dans l'Afrique d'aujourd'hui présume que ses idées pourraient être acceptables. De même, les efforts de résurrection de ses idées pourraient rencontrer des problèmes considérables en matière de méthodologie. Ceux, y compris cet auteur, qui appliquent les concepts de Galbraith pourraient avoir recours à des sources non confirmées en l'absence de données objectives ou fiables

difficiles à obtenir. Qui plus est, si d'autres se laissaient en fait convaincre d'incorporer certains de ses concepts à leurs travaux, rien ne garantit que les écrits qui en résulteraient éviteraient l'aspect autoréférentiel évoqué plus haut.

Compte tenu de ces mises en garde, il semble que, au niveau théorique, certaines dimensions de la prétendue *renaissance* africaine peuvent au moins justifier logiquement, au minimum, la prise en considération de rapports plus étroits avec les thèses de Galbraith. Timothy M. Shaw a produit un cadre louable de délimitation de cette renaissance. Ses travaux offrent un guide pratique pour la possible pénétration panafricaine des concepts galbraithiens²⁵. Tout d'abord, si un nombre croissant d'états africains peuvent être qualifiés de *développemental*, comme le suggère Shaw, il se pourrait alors que le concept de *puissance compensatrice* avancé par Galbraith ait de nombreuses autres applications potentielles²⁶. Dans les économies africaines en pleine croissance, les efforts des consommateurs, des organismes non gouvernementaux et des travailleurs visant à remettre en cause ou compenser le contrôle exercé par le pouvoir économique organisé sur les prix ou les coûts sont désormais des traits marquants du paysage politico-économique. Le récent activisme dans les mines sud-africaines et plusieurs campagnes réussies lancées par des consommateurs avec le soutien de la société civile dans des états africains stables sont la preuve d'une contestation du pouvoir des grandes entreprises en cours dans un nombre croissant de pays dans lesquels la menace d'une faillite de l'état s'est éloignée.

Alors que s'accroît le nombre des entreprises publiques et privées contrôlées par un ensemble plus varié de pays ou cotées en bourse dans ceux-ci, qui effectuent des investissements directs en Afrique, Galbraith peut nous aider à comprendre les similarités et les différences entre les priorités de ces entreprises et, en conséquence, leur implications peut-être divergentes pour le développement. En d'autres termes, l'attention qu'il apporte aux *besoins* à la fois de *protection* (revenus) et *d'affirmation* (croissance) que les gestionnaires doivent satisfaire nous rend mieux à même d'établir des distinctions plus claires entre les divers investisseurs directs participant à la nouvelle ruée²⁷.

Prenons par exemple les récentes implantations d'EADS en Tunisie et de la société sud-africaine Tiger Brands au Nigeria²⁸. Dans le premier cas, EADS a transplanté une usine d'assemblage dans une zone économique spéciale principalement pour contrôler ses coûts et ainsi assurer des revenus adéquats. Cet investissement par une entreprise habituée à contrôler étroitement ses fournisseurs et clients peut être caractérisé comme ayant un objet de protection ou défensif. Compte tenu des fondements de protection, les perspectives de développement de liaisons en aval ou en amont à partir de cette usine diffèrent considérablement de celles qui pourraient être associées à un investissement lié plus concrètement à la

croissance de l'entreprise via un développement des ventes. Pour sa part, lorsque la société agro-industrielle Tiger Brands acquit une participation majoritaire dans la société nigériane Dangote Flour Mills en 2012, la croissance fut la principale incitation. Grâce à cette acquisition, Tiger Brands s'efforçait essentiellement de s'implanter solidement sur un des marchés dont la croissance est la plus rapide sur le continent. La société dispose maintenant d'une plateforme à partir de laquelle elle peut essayer d'accroître ses ventes en employant son pouvoir, qui a fait ses preuves, pour persuader les consommateurs de manger plus d'aliments préemballés. Cette transaction a accru le prestige de la direction de Tiger et favorisera le développement en aval des secteurs de la publicité et de la distribution au Nigeria. Les implications pour le développement de la position agressive de Tiger contrastent radicalement avec celles associées à l'investissement défensif et potentiellement sans attache d'EADS. Prêter attention à ces considérations galbraithiennes permet ainsi de délimiter clairement les perspectives de la *renaissance* des IDE en cours. Les idées de Galbraith quant aux priorités de gestion pourraient faciliter l'élaboration de réponses plus propres et subordonnées au contexte à la question pertinente de Shaw visant à savoir à qui exactement profite pour l'instant le réveil africain.

Les analyses par Galbraith des multiples dimensions du *pouvoir économique* que détiennent les bureaucraties des grandes entreprises peuvent également être utilisées comme un outil de différenciation des nombreuses *variétés* de grandes entreprises opérant sur le continent. Ces différences sont de plus en plus frappantes et méritent un bref aperçu, même s'il est incomplet :

- la chaîne sud-africaine de grande distribution Massmart est devenue une créature de Wal-Mart,
- les sociétés pétrolières et gazières nationales algérienne (Sonatrach) et angolaise (Sonagol) ont les deux chiffres d'affaires les plus élevés parmi toutes les entreprises du continent,
- un grand nombre des sociétés les plus performantes au Maroc restent des *affaires familiales*,
- via des acquisitions ou investissements de création (*greenfield*), des groupes internationaux de télécommunications cotés en bourse (France Telecom/Orange), producteurs de biens de consommation et d'équipement (Nestlé, Proctor & Gamble, SAB Miller, General Electric), compagnies privées de transport maritime (CMA CGM) et négociants transnationaux en denrées alimentaires (Cargill, Olam) ont établi ou développé des filiales importantes, ou sont en voie d'en lancer,

- des entreprises minières secondaires australiennes, canadiennes et chinoises (nationales) se sont précipitées pour créer de nouvelles entreprises mixtes,
- une banque togolaise expansionniste (Ecobank) fait aujourd'hui parler d'elle en prêchant les vertus du *panafricanisme* dans ses actions de relations publiques, alors que des banques internationales (Barclays) et des fonds d'investissement privés tels que Helios Partners, basé à Londres, et le groupe 8 Miles de Bob Geldof se livrent à des rachats d'entreprises sur tout le continent.

Même si ces *variétés* d'entreprises ne visent pas toutes à servir les acheteurs ou consommateurs africains, elles finissent par s'engager dans des efforts visant à assurer ou accroître les profits qu'elles tirent de la vente de biens ou services. Cette réalité constitue une pénétration des concepts galbraithiens. Alors que plus de grandes entreprises s'efforcent de protéger et/ou d'accroître leurs revenus dans des endroits de plus en plus nombreux en Afrique, les efforts faits par Galbraith pour montrer que le pouvoir exercé dans la vie économique et politique réside de moins en moins dans le *consommateur soi-disant souverain* ou le citoyen peuvent aisément être mis en application²⁹. En particulier, son idée selon laquelle les plus grandes entreprises exercent un pouvoir considérable sur leurs prix, leurs coûts, leurs consommateurs, leurs fournisseurs et leurs dirigeants peut être employée pour différencier et développer des taxinomies du monde des entreprises évoqué plus haut. Les futures études de cas transsectorielles ou comparatives des entreprises qui essayent de distinguer les sociétés d'après leurs capacités de contrôler leurs prix, leurs coûts, leurs consommateurs, leurs fournisseurs et leurs dirigeants pourraient produire une image plus fiable des possibilités offertes aux efforts visant à rendre le renouveau économique de l'Afrique plus inclusif et des difficultés qui les attendent.

Les recherches récentes ont effectivement abordé certaines de ces considérations. Les études de l'industrie agricole mondiale, ainsi que des normes applicables aux entreprises de ce secteur et de leur responsabilité sociale, nous ont montré comment le pouvoir des grandes entreprises est généralement exercé sur les agriculteurs africains et les consommateurs de produits africains³⁰. Il existe également une abondante documentation sur le pouvoir des grandes entreprises dans l'industrie extractive et ses implications pour les gouvernements, les citoyens et les clients. Ceci dit, la documentation est plus éparse quant au pouvoir exercé par le secteur de la grande distribution et les prestataires de services à l'échelle du continent et aucune tentative n'a encore été faite pour délimiter les multiples dimensions du contrôle exercé par les grandes entreprises dont parle Galbraith et ses implications pour la souveraineté des consommateurs en Afrique. Compte tenu du récent re-

doublement des efforts visant à influencer la consommation, tels que le rachat en 2009, sous la direction de Helios, d'une société d'affichage publicitaire présente dans au moins quatorze pays africains, cette omission n'est pas une petite affaire. Alors qu'une attention croissante est accordée à la projection selon laquelle la population africaine passera de moins d'un milliard d'habitants aujourd'hui à plus de deux milliards d'ici 2050, il ne semble plus approprié de ne faire qu'effleurer la question de la compréhension des différentes formes de sociétés³¹. La capacité des entreprises africaines et des sociétés internationales opérant en Afrique de contrôler leurs coûts, de budgéter leurs prix et d'influencer les consommateurs, les gouvernements et les fournisseurs varie dans et entre les secteurs de l'agriculture, des produits de consommation, de l'énergie, de l'industrie, des mines, des services et des télécommunications. Le recours aux outils de Galbraith en particulier éclaire ou, à l'échelle panafricaine, pourrait encore mieux éclairer cette complexité.

Si on examine un autre des profils de renaissance établis par Shaw, on voit que Galbraith enrichit également les analyses des nouvelles relations financières et commerciales toujours plus étroites et étendues de l'Afrique avec le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) et d'autres puissances émergentes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique. Il a toujours soutenu que le pouvoir peut être exercé sur le marché par des acheteurs puissants vis-à-vis de vendeurs faibles et vice versa, et que les efforts visant à contrebalancer ce pouvoir sont généralement une force auto-génératrice³². À cet égard, il n'est absolument pas surprenant que le gouverneur de la banque centrale du Nigeria ait interrompu un torrent relativement constant d'articles et de reportages flatteurs dans la presse économique internationale à propos des actions de la Chine en Afrique en 2013 par des commentaires gênants³³. Encourageant les Africains à admettre la réalité néocoloniale des relations financières et commerciales avec la Chine, Lamido Sanusi conseilla vivement aux Africains de combattre leur situation de vendeurs faibles de matières premières et d'acheteurs faibles de biens de consommation vis-à-vis de la Chine. Il conseilla aux Africains d'accroître la production de ce qu'ils consomment et la consommation de ce qu'ils produisent. L'intervention de Sanusi était révélatrice d'un courant sous-jacent bouillonnant de pensée sur la transformation structurelle qui ne fait que commencer à former un mouvement destiné à contrebalancer le pouvoir naissant des partenaires financiers et commerciaux émergents de l'Afrique.

Un autre des concepts politiques de Galbraith, celui de la *croyance populaire*, peut être employé pour expliquer l'apparent manque de réaction de la part des échelons les plus élevés des gouvernements et des milieux d'affaires contre la puissance disproportionnée des nouveaux acheteurs et vendeurs en Afrique. Pourquoi les dirigeants africains ont-ils apparemment accueilli avec indifférence les nom-

breuses contributions de haute qualité et très critiques de la société civile et des spécialistes sur ce sujet ? Comment se fait-il que les mises en garde répétées du FMI à propos des menaces associées à la possible dépendance excessive de l'Afrique vis-à-vis des investissements financés par des emprunts dans les infrastructures tournées vers l'exportation n'ont pas été prises au sérieux ? La réponse galbraithienne est que *des rites et une sanction puissants* ont mené les fonctionnaires ou professionnels du secteur privé en Afrique à des interprétations *acceptables* du déroulement des événements³⁴. Depuis les éloges et le respect mutuels offerts par les participants lors des divers sommets du Forum sur la coopération sino-africaine jusqu'à la défense vigoureuse et fort applaudie des actions de la Chine en Afrique présentée par Dambisa Moyo lors de la Conférence sur l'investissement dans le secteur minier africain de 2013, le climat entourant les initiés, les acteurs et l'opinion *admise* a été sans aucun doute enthousiaste. Comme dans le cas d'autres schémas de pensée et de croyances admis dans les groupes sociaux, les membres de cette élite politique ont été fortement incités professionnellement à croire en la croyance populaire selon laquelle il convient de célébrer le rôle de la Chine en Afrique. Les commentaires de Sanusi et une série d'autres contributions intellectuelles qui contredisent cette croyance populaire ont été boudés. Pourtant, comme le rappelle Galbraith, il reste très probable qu'un concours de circonstances ou un tournant dans la connaissance contraire finira par prendre le pas sur l'utilité de l'interprétation acceptable aujourd'hui³⁵. La digue que constituent les commentaires admis, qui empêche actuellement un débat élargi sur ce qui est pertinent concernant la Chine, n'est pas impénétrable. Un noyau organisé de décideurs politiques, de fonctionnaires, de responsables de la réglementation, de chefs d'entreprises, de banquiers et d'autres investisseurs potentiels cherchant à contrebalancer la puissance économique de la Chine pourrait achever ce que la société civile et des universitaires hérétiques ont érodé pendant un certain temps.

En plus de la Chine, les autres pays de la zone BRICS et des puissances émergentes telles que le Qatar, la Turquie et les Émirats arabes unis ont été accueillis par de comparables acclamations africaines et internationales. Les remarques incisives de Galbraith à propos du *mythe du consommateur souverain* ainsi que de l'inégalité et de la pauvreté permettent de contextualiser de tels éloges. Il est également possible d'utiliser ces concepts pour détacher la dynamique associée à l'ascension de ces puissances en tant que vendeurs, investisseurs et financiers. À propos de la consommation, par exemple, l'essentiel de ses « écrits suggère [que] l'obsession de la consommation privée constituait un important obstacle culturel au progrès³⁶ ». Au fur et à mesure que de plus en plus d'entreprises basées dans la zone BRICS ou dans d'autres marchés émergent et mettent à exécution leurs plans de commercialisation accrue en Afrique, leurs activités ont plus d'effet sur

les préférences des consommateurs. De nouvelles armées d'analystes de marchés et de testeurs, de développeurs de stratégies publicitaires, de spécialistes des ventes et du marchandisage, ainsi que d'innovateurs et de concepteurs de produits sont en cours de déploiement sur le continent. Leurs efforts visent à exercer autant que possible le pouvoir, il est vrai *imparfait*, que les producteurs peuvent exercer sur les consommateurs individuels³⁷. L'idée de Galbraith selon laquelle il existe une ou des « différence[s] importante[s] entre l'acquisition générale de goûts via l'interaction sociale et l'imposition systématique de goûts pour satisfaire les besoins de puissants intérêts particuliers » est particulièrement pertinente dans ce contexte³⁸.

La possibilité que des vendeurs de grande envergure, quelle que soit leur origine, nationale ou internationale, influencent les attitudes des consommateurs, allant même jusqu'à créer de nouveaux besoins de produits de bas, milieu et haut de gamme chez les consommateurs par des moyens qui servent les intérêts légitimes ou positifs des grandes entreprises ne peut être rejetée a priori. Si certaines de ces interventions encourageant de nouvelles idées fixes chez les consommateurs, elles pourraient avoir un coût d'opportunité significatif pour le développement : le détournement de revenus disponibles de l'épargne ou des dépenses des particuliers manifestement mieux adaptées aux objectifs nationaux ou internationaux de développement social. Cela dit, les folies des consommateurs ne sont pas obligatoirement coûteuses. Les entreprises communautaires et sociales, PME à but lucratif, organisations à but non lucratif, coopératives et grandes entreprises qui distribuent des produits adaptés aux besoins véritables des particuliers ou des ménages peuvent satisfaire la demande réelle. Pour répéter, les consommateurs africains ne sont pas forcément des marionnettes. Les gros vendeurs de boissons fraîches, de biens durables, d'articles ménagers, de produits de luxe, de produits de beauté et de snacks font simplement beaucoup plus aujourd'hui qu'ajouter quelques cordes à leur arc. Dans une perspective galbraithienne, la fameuse révolution du téléphone portable et des TIC en Afrique ne devrait pas être considérée comme un moteur unidirectionnel du choix des consommateurs³⁹. Elle aussi est une source de nouveaux filons. Lorsqu'une nouvelle classe de consommateurs émerge grâce à l'accès à ces technologies, elle le fait dans une voie à double sens qui a ouvert de nombreuses possibilités nouvelles de persuasion et de contrôle des grandes entreprises.

Si nous examinons les inégalités et la pauvreté, les travaux de Galbraith dans ce domaine pourraient appuyer les efforts d'évaluation et de différenciation de l'impact des investissements directs, des importations et des exportations liés aux puissances émergentes et plus traditionnelles. Si ses études du capitalisme américain firent mentir la notion selon laquelle *le système économique a tendance à se perfectionner*, ses écrits sur l'inégalité du développement montrèrent que le *système* tend à perpétuer les injustices et les inégalités⁴⁰. Même si les travaux de Galbraith

dans ce domaine n'étaient pas très originaux, il écrivit avec clarté et perspicacité pour parler des facteurs qui tendent à perpétuer la condition des pauvres. En particulier, il adopta une variante de la perspective du piège de la pauvreté sur le cercle vicieux de celle-ci auquel les plus démunis sont souvent confrontés. Se référant à cette interaction négative comme à un équilibre de la pauvreté, il soutenait que ceux qui réussissent tout juste à survivre ne pourraient pas économiser suffisamment pour investir dans des pratiques ou technologies novatrices qui accroîtraient leurs revenus. Selon son estimation, toute amélioration de revenu parmi les plus pauvres d'entre les pauvres était le plus souvent « ouvertement soumise aux pressions [insistantes] de la consommation⁴¹ ». Galbraith s'appuya sur son opinion selon laquelle « un accroissement de revenu pourrait mettre en branle les forces qui élimineraient cet accroissement et rétabliraient le niveau de privations antérieur » en se livrant à un examen de ce qu'il considérait comme le principal facteur renforçant cette interaction : l'absence d'aspirations chez les pauvres. Il soutenait que « les pauvres... s'accommodent de leur pauvreté », de même que les riches « ont adapté leurs pensées et leurs attentes » à l'accroissement de leur revenu⁴². Alors que, selon lui, les pauvres ont tendance à accepter logiquement leur manque de chance, il remarqua que certains, même dans les pires circonstances, ne l'accepteront pas et s'efforceront d'échapper au piège de la pauvreté. Finalement, les idées de Galbraith sur *l'équilibre de la pauvreté* et *l'accommodation* peuvent être facilement appliquées à l'analyse des difficultés de la connaissance de l'Afrique contemporaine telles que le besoin d'en savoir plus sur les conséquences de la pauvreté pour la croissance des entrées d'IDE, qui atteignirent presque quarante-six milliards de dollars US en 2012⁴³.

Lorsque nous revenons aux délimitations de Shaw, les concepts de Galbraith peuvent être appliqués avec profit à au moins une autre dynamique du Siècle de l'Afrique. À propos de *l'incidence et [des] effets régionaux irréguliers* de la crise financière mondiale, les concepts de Galbraith facilitent une meilleure compréhension des possibles implications du nouveau discours afro-optimiste selon lequel le continent devient rapidement le moteur de la croissance mondiale⁴⁴. Alors que les échos de la crise continuent de résonner, la perception de l'Afrique comme étant en plein essor s'appuie sur la réalité du fait que la plupart des établissements financiers du continent ont émergé de la crise relativement indemnes. À ce titre, une supposition galbraithienne dans le contexte actuel serait que certaines des banques africaines (dans une plus ou moins grande mesure) pourraient avoir évité la vague de vérifications comptables plus poussées qui furent menées dans l'après-krach à l'épicentre de la crise. Si les recherches devaient confirmer l'hypothèse selon laquelle certaines grandes institutions bancaires africaines ont été soumises à un contrôle relativement plus lâche alors que de nouveaux investissements de porte-

feuilles continuent d'affluer, les conditions pourraient être favorables à une croissance nominale de ce que Galbraith appelait le *bezzle*, les détournements de fonds passés inaperçus dans le système⁴⁵. De ce point de vue, il est probable que la montée spectaculaire des cours boursiers, des indices qui suivent les marchés frontières de l'Afrique et de l'afro-spéculation plus généralement a alimenté une multiplication du nombre de ceux qui, consciemment ou non, imitent les méthodes d'escrocs tels que Bernard Madoff ou Ramalinga Raju. En d'autres termes, Galbraith montre que les forces du marché produisent le *bezzle* de façon endogène. À ce titre, il convient de ne pas voir les détournements de fonds en Afrique exclusivement dans l'optique du néo-patrimonialisme : ils peuvent également représenter un phénomène déterminé par le marché qui se déroule indépendamment des rapports entretenus avec le pouvoir politique.

Rappelons que les écrits sur le néo-patrimonialisme ont placé les relations de clientélisme au cœur de l'analyse de la vie politique en Afrique. Ils ont évité la modélisation économétrique abstraite, établi les grandes lignes de la coexistence d'institutions formelles et informelles, ainsi que mis en évidence l'importance des réseaux de redistribution liés aux centres de pouvoir politique. Ils ont, ce faisant, offert une explication de la résistance ou de la persistance de la corruption et présenté une abondance de preuves qui suggèrent que l'état fonctionne en Afrique de façon très particulière. Galbraith a, pour sa part, attiré l'attention sur l'exercice du pouvoir de marché et les efforts que font ceux qui sont soumis à un tel pouvoir pour le contrebalancer. Il a encouragé l'analyse des priorités de gestion et appelé à de plus nombreuses évaluations des moyens qu'emploient les grandes entreprises pour essayer de contrôler leurs prix et leurs consommateurs, d'influencer leurs coûts et leurs fournisseurs, ainsi que ceux qui cherchent à régir leurs activités. Il nous a également légué le concept de la croyance populaire, une explication de la persistance de la pauvreté et l'idée selon laquelle les marchés peuvent produire d'eux-mêmes les détournements de fonds et la fraude.

Une application préliminaire : Galbraith va au Cameroun

Cette section lie deux discussions conceptuelles apparemment sans rapport, présentées plus haut. Elle le fait en appliquant à l'économie politique du Cameroun des perspectives d'analyse empruntées à ces deux réflexions. Elle soutient finalement ci-après qu'une attention apportée aux réalités néo-patrimoniales ainsi qu'aux considérations galbraithiennes peut plus contribuer au développement d'une compréhension en profondeur de l'évolution et de la dynamique du capitalisme au Cameroun qu'une dépendance exclusive vis-à-vis de l'une ou l'autre approche. La présentation commence par un examen du dynamisme économique du

pays puis passe à un rappel de phénomènes politiques que connaissent bien les spécialistes de la vie politique camerounaise : relations de clientélisme ; institutions formelles et informelles ; et réseaux de redistribution et corruption. Les concepts galbraithiens sont ensuite appliqués à une brève étude de cas du secteur agro-alimentaire du Cameroun. L'analyse qui la suit est axée sur le pouvoir de marché et sur les efforts visant à contrebalancer ce pouvoir et conclut par quelques anecdotes sur l'approche conventionnelle et la persistance de la pauvreté. En rappelant d'abord ce qu'est le système politique du Cameroun puis la politique du pouvoir des grandes entreprises dans un des secteurs de son économie, cette approche offre une image de l'économie politique du Cameroun, espérons-le, plus nuancée qu'un cadre essentiellement politique ou exclusivement economiciste. Pour des raisons de place, ce qui suit est loin de représenter une analyse complète : il s'agit seulement d'un bref aperçu des possibles points de départ d'une future conceptualisation théorique.

Il faut d'abord remarquer que le capitalisme est de plus en plus dynamique au Cameroun. Une telle affirmation pourrait paraître paradoxale dans la mesure où la Société Nationale de Raffinage (SONARA) et la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) restent les deux plus grandes entreprises du pays⁴⁶. La dépendance continue du Cameroun vis-à-vis de son panier traditionnel d'exportations à faible valeur ajoutée de pétrole, de produits dérivés du bois, de cacao, de caoutchouc, de thé, de coton, de bananes et d'autres produits de base paraît également contredire cette affirmation⁴⁷. Ces réalités relativement statiques de génération de revenus et de prospérité n'expliquent néanmoins pas tout à propos des perspectives de l'économie politique du Cameroun. Les changements associés aux flux financiers, commerciaux et d'investissements directs au cours de la dernière décennie ont commencé à remettre en cause le *statu quo* camerounais. Concernant les premiers, des prêts de la China Exim Bank ont permis le lancement de nombreux programmes d'infrastructures, y compris la construction d'un nouveau barrage et d'un port en eau profonde, ainsi que l'élargissement de la route principale reliant Douala, la capitale commerciale, à Yaoundé, la capitale politique. En plus de la Chine, d'autres sources de financement *non traditionnelles* ou sur de nouveaux marchés ont facilité les efforts du gouvernement visant à accroître le stock de logements sociaux dans les principaux centres urbains et à poursuivre ses autres priorités d'investissement.

En plus de la plus grande dépendance du Cameroun vis-à-vis d'un éventail plus diversifié de créanciers étrangers, des changements considérables se sont également produits dans la composition et l'origine des importations du pays. Le commerce relativement figé de matériel agricole d'origine européenne qui domina le marché de Douala pendant des décennies, par exemple, a été abandonné. Une

concurrence acharnée pour la vente de produits comparables à meilleur marché l'empêche aujourd'hui entre importateurs et vendeurs de machines agricoles brésiliennes, chinoises et indiennes⁴⁸. De même, les motos chinoises à bas prix ont dans une large mesure relégué la concurrence japonaise au secteur haut de gamme à faible volume du marché et ont sapé la demande de véhicules d'occasion importés. Ce changement a été associé à l'évolution des activités génératrices de revenus qui vit les taxis-motos faire concurrence aux systèmes de taxis collectifs du pays. Les importations croissantes de versions authentiques et de copies d'appareils électroménagers et électroniques, de téléphones, d'articles ménagers et de vêtements de grandes marques, ainsi que de leurs modèles bas de gamme ont également transformé fondamentalement la nature du commerce de détail dans le pays. Au fur et à mesure que l'offre de biens de consommation et les emplois générés par les industries locales ont diminué, un petit commerce informel est devenu une source de grand esprit d'entreprise⁴⁹. Le nombre de petites et moyennes entreprises s'est accru en conséquence et on assista au démarrage de nombreuses entreprises visant à substituer des articles produits localement à des importations particulières. Pour leur part, les nouveaux venus dans le secteur du commerce électronique ont fondamentalement transformé les méthodes par lesquelles de nombreux Camerounais recherchent et se procurent des produits d'origine étrangère de plus grande valeur. Au fur et à mesure de la croissance des besoins de transport dans les secteurs du commerce et des voyages dans ce contexte, Turkish Airlines a fait son entrée sur le marché et la concurrence pour remettre en question la position dominante de Delmas Cameroun, une filiale du groupe de transport maritime CMA CGM, s'est intensifiée à Douala.

Pour ce qui est du dynamisme associé aux investissements directs étrangers, le Cameroun veille actuellement au développement d'un secteur minier embryonnaire. Le gouvernement devint en 2012 un participant au régime pluripartite de certification des diamants prévu par le processus de Kimberley et lança ensuite la production de diamants de qualité industrielle par C & K Mining, l'entreprise commune qu'il a créée avec la Corée du Sud. Il signa également une convention minière avec Cam Iron, une filiale de la société australienne Sundance Resources, pour développer un gisement massif de minerai de fer situé à Mbalam, près de la frontière avec le Congo-Brazzaville. Sundance a l'intention de faire appel au marché des capitaux pour poursuivre ce projet de 4,7 milliards de dollars américains et de trouver des partenaires pour construire la voie ferrée associée et un terminal d'exportation spécialisé. Les IDE se sont également intensifiés dans l'agriculture. Un décret présidentiel a autorisé Sud-Cameroun Hévéa, une filiale du groupe d'exploitation de plantations GMG Global coté à la bourse de Singapour (un groupe dont la majorité du capital est détenue par Sinochem International) pour

développer une plantation d'hévéas près du village ancestral du président, Mvomeka'a. SG Sustainable Oils (SGSOC), une filiale de Herakles Farms (une société elle-même filiale de Herakles Capital, dont le siège se trouve à New York), développe actuellement au milieu des polémiques une plantation de palmiers à huile de 20.000 hectares dans le Sud-ouest du pays⁵⁰.

En plus d'acquisitions de terres, Somdiaa, une entreprise agro-industrielle diversifiée, a effectué des investissements considérables dans les méthodes et capacités de traitement et de production de ses filiales camerounaises dans les secteurs du sucre (Sosucam) et du blé (SGMC). Des investisseurs étrangers ont également manifesté de l'intérêt pour le développement de la capacité de nettoyage et de grillage des fèves de cacao du pays, ainsi que de sa capacité de production de liqueur et de beurre de cacao. De plus, d'importants nouveaux investissements ont également été effectués par des entreprises étrangères dans d'autres secteurs. La société nigériane Dangote a construit une cimenterie et la filiale camerounaise de Viettel est devenue le troisième opérateur de réseau de téléphonie mobile du pays après l'opérateur sud-africain MTN et la filiale Orange Cameroun de France Telecom.

Les concepts associés aux écrits consacrés au néo-patrimonialisme attirent l'attention sur les aspects politiques de la statique et de la dynamique du capitalisme camerounais. Dans la période allant des postindépendances au début des années 1980, le président Ahmadou Ahidjo, un Musulman du Nord d'origine Fulani, favorisa le développement économique en poursuivant une industrialisation devant se substituer aux importations. Au fur et à mesure que cet objectif était mis en pratique, un vaste réseau de népotisme qui liait les provinces d'une grande diversité linguistique et culturelle du Cameroun au centre de pouvoir politique apparut et se développa. Malgré cela, chez un grand nombre des deux cent cinquante ethnies du pays se créa une perception de favoritisme de la part de la stratégie du régime Ahidjo au profit des hommes d'affaires et des chefs traditionnels originaires du Nord, ces derniers étant devenus des personnalités influentes du gouvernement. Lorsque Paul Biya, un Chrétien du Sud, prit le pouvoir plus tard et appliqua des prescriptions libérales à l'économie à partir du milieu des années 1980, il remit directement en question le système d'Ahidjo. Le président Biya exclut systématiquement les clients de l'ancien régime des postes de pouvoir et créa de nouvelles activités génératrices de revenus et de prospérité à l'intention de ses partisans originaires du Sud. C'est ainsi en particulier que les nouveaux puissants de cette région eurent accès au crédit et qu'une *kleptocratie* (gouvernement de voleurs) s'ensuivit, avec son cortège de prêts non remboursés, de banques locales en faillite et de milliards de francs CFA s'enfuyant à l'étranger⁵¹. Les privatisations qui suivirent offrirent également à de nombreux amis du régime Biya

de nouvelles chances de produire et d'accaparer des rentes économiques en *avantant* (dépouillant de leurs actifs) des entreprises anciennement nationalisées.

L'apparition et l'existence continue d'un réseau de distribution des ressources axé sur le Sud au cours des trois dernières décennies ont eu des implications considérables pour le développement des régions septentrionales du Cameroun. La persistance de l'insécurité alimentaire dans le Nord et l'extrême Nord, par exemple, est révélatrice des externalités engendrées par la base de pouvoir du Sud. Alors que ces régions connaissaient des insuffisances de ressources alimentaires liées au climat avant l'avènement de la domination du Sud, la malnutrition et la pauvreté chroniques se sont installées sur des bases pan-saisonniers dans tout le Nord rural, dans des zones où ces conditions jouaient un moindre rôle par le passé⁵². De plus, si l'on en croit les chiffres de la Banque mondiale, les riches citoyens du Sud ont été les principaux bénéficiaires des mesures prises par le gouvernement pour subventionner les carburants et suspendre les droits à l'importation frappant le poisson surgelé, le riz et le blé à la suite de la crise alimentaire mondiale de 2008 et de la vague d'émeutes de la faim⁵³. Cette tendance à privilégier les villes, identifiée à l'origine par Nicolas van de Walle, a encore été aggravée par la réaction du gouvernement qui consista à stocker les denrées importées et à organiser périodiquement des ventes à des prix inférieurs à ceux du marché⁵⁴. À la suite d'un massacre d'éléphants, qui aurait pu être évité, dans le parc national de Bouba N'Djida ainsi que d'une vague d'assassinats et d'un enlèvement lié à des Islamistes étrangers en 2012-2013, Yaoundé fut également critiqué pour avoir dans une large mesure ignoré d'autres problèmes affectant le Nord tels que des frontières poreuses et l'exclusion sociale. Alors que plusieurs hommes d'affaires originaires du Nord continuent d'être à la tête d'industries telles que celle de la viande de bœuf et ont également pu devenir des personnalités politiques importantes, ils n'ont pas été fortement encouragés à remédier à l'inégalité croissante entre les régions. La politique du *Big-man* au Cameroun a semblé jusqu'ici déboucher de manière endogène sur de tels déséquilibres.

La notion néo-patrimoniale d'une coexistence des institutions formelles et informelles au Cameroun éclaire de même un monde de réflexion et d'action politiques et économique qui, sinon, pourrait rester dans l'obscurité. Alors que le pays est officiellement bilingue, par exemple, les anglophones ont en réalité été pendant longtemps des citoyens de deuxième classe. Les fonctionnaires anglophones aptes à assumer de hautes responsabilités ont historiquement été mutés aux quatre coins du pays où ils languissent dans des postes subalternes. Les systèmes d'enseignement et de communication sous contrôle étatique ont encouragé agressivement l'usage du français⁵⁵. Sur un autre front peut-être encore plus important, de larges secteurs de l'électorat potentiel considèrent aujourd'hui les élec-

tions officielles au Cameroun comme une façade⁵⁶. Cela fait plus de trois décennies que le président Biya est au pouvoir et plus de vingt ans que les anglophones et les Musulmans vivant dans l'Ouest et le Nord ont rejeté en vain les résultats du premier scrutin pluraliste au cours duquel il fut réélu. L'épuisement, le cynisme et l'apathie politiques se sont installés avec la perception que le pouvoir informel a perverti le système électoral⁵⁷. Parallèlement, la Commission nationale de lutte contre la corruption et ceux qui militent contre la corruption plus généralement continuent à faire l'objet de tentatives informelles visant à discréditer, marginaliser et autrement dénaturer leur action⁵⁸. À la suite d'allégations de corruption à l'encontre de Franck Biya, le fils du président, à la fin de 2012, par exemple, les membres de la presse sous contrôle étatique rivalisèrent ouvertement les uns avec les autres pour jeter le discrédit sur ces allégations.

De même, la campagne lancée par la présidence sous le nom de code *Opération Épervier* pour éradiquer la corruption aux échelons les plus élevés a fait l'objet d'une manipulation politique constante. Cette opération a compromis des anciens premiers ministres, secrétaires généraux de la présidence, ministres, directeurs et cadres d'agences, entreprises et organismes de réglementation sous contrôle étatique dans des dizaines d'affaires de fraude grave et de détournement de fonds. Plus d'une dizaine de ces affaires ont aujourd'hui donné lieu à des poursuites devant des tribunaux qui ont été loin de faire preuve d'indépendance⁵⁹. On ne connaît tout simplement pas si la campagne anti-corruption elle-même a réduit la fréquence des actes de corruption ou le nombre d'escroqueries passées inaperçues dans le système *bezzle*. Ce qu'on peut toutefois affirmer avec certitude est que, à la lumière de cette réalité, nombreux sont les Camerounais moyens qui se demandent pourquoi ils payent des impôts à un gouvernement qui continue de *hacher* ou *dévor*er leur argent⁶⁰. Comme indiqué plus haut, les écrits de science politique traitent généralement le Cameroun comme un véritable paradis néo-patrimonial. Il y a de très bonnes raisons de continuer de le faire mais il y en a d'autres qui incitent à sortir des sentiers battus.

Galbraith attira l'attention sur les implications du pouvoir de marché exercé par les plus grandes entreprises dans les secteurs de la haute technologie, de l'industrie et des finances aux États-Unis pour le modèle concurrentiel d'économie. Selon son estimation, le secteur agricole s'inscrit tout à fait dans le cadre de l'ancien modèle de l'économie de marché, qui ne semblait plus s'appliquer aux activités des entreprises américaines dans les secteurs aérospatial, automobile, bancaire et de la défense. Ceux qui connaissent bien Galbraith pourraient donc être surpris de voir que ses idées sont aisément applicables dans le secteur agro-industriel au Cameroun.

Outre les acteurs principaux mentionnés plus haut (SGMC, SGSOC et Sosucam), figurent également dans ce secteur la Cameroon Development Corporation (CDC), le principal employeur et l'entreprise agroalimentaire intégrée verticalement la plus diversifiée du pays. En 2011, le chiffre d'affaires de la CDC, 143 millions de dollars américains, était environ le double de celui de Socapalm, un grand producteur d'huile de palme appartenant au groupe Bolloré⁶¹. La SA (société anonyme) des brasseries du Cameroun, un brasseur dont le chiffre d'affaires est presque le quadruple de celui de la CDC relève également de ce secteur à cause des liens étroits qu'elle entretient en amont avec les producteurs de maïs du pays. La Société de développement du coton (Sodecoton), Nestlé Cameroun, et le producteur d'huile de palme La Ferme Suisse complètent le principal groupe d'entreprises agro-industrielles. En outre, les filiales de négociants internationaux de produits de base tels que Louis Dreyfus et Olam s'approvisionnent aujourd'hui en produits de base camerounais ; Cargill, Sime Darby et plusieurs autres spécialistes des plantations envisagent d'investir dans la production et le traitement d'huile de palme sur une échelle industrielle. Du fait que les entreprises productrices de caoutchouc sont techniquement considérées comme des entreprises forestières, les deux usines des deux filiales de GMG (Hévécam et la nouvelle société Hévécam Sud) ne rentrent pas dans cette catégorie. Cela dit, leurs établissements et ceux des nouvelles mines du pays, ainsi que leurs principaux clients et fournisseurs étrangers pourraient également relever d'un traitement galbraithien.

En bref, de nombreuses entreprises agro-industrielles du Cameroun ont fait des efforts considérables afin de *contrôler leurs coûts* par des moyens ne relevant pas de l'économie de marché. Celles auxquelles ont été accordées lors des années récentes de nouvelles concessions de production de produits alimentaires, par exemple, ont réussi à maintenir les coûts fixes associés à leurs baux fonciers et à leurs impôts annuels en dessous des moyennes de ces coûts dans d'autres secteurs⁶². Olivier De Schutter, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation a également attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme qui s'ensuivent dans les endroits où les opérateurs de plantations ont fait de l'excès de zèle pour contrôler les coûts associés aux prétendus vols de récoltes. Les efforts faits par les employés pour se syndiquer ont été activement bloqués dans de nombreuses plantations où les coûts de la main d'œuvre restent faibles. Qui plus est, la plupart des grandes entreprises agro-industrielles n'ont adopté que les normes environnementales volontaires ou les approches de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) les moins chères possible pour atténuer ou éliminer leurs externalités⁶³. Sur ce front, il est significatif que la SGSOC, par exemple, se soit retirée de la Table ronde sur l'huile de palme durable en 2012. Cette entreprise applique aujourd'hui une approche unilatérale de la RSE via une

fondation interne. Les entreprises de ce secteur ont également cherché à contourner les coûts ponctuels et récurrents du respect des lois et règlements en influençant les ministres et les responsables de la réglementation. Dans l'ensemble, l'exercice du contrôle des coûts a, comme on pouvait s'y attendre, engendré un pouvoir compensateur. Des organisations communautaires, des groupes de la société civile, ainsi que les universitaires, avocats et promoteurs de cette politique qui les soutiennent se sont regroupés dans un mouvement qui cherche à s'opposer au pouvoir de minimisation des coûts exercé par les entreprises de l'agro-alimentaire⁶⁴. Même si les manifestations particulières de ce pouvoir compensateur n'ont pas encore entravé les efforts de contrôle des coûts, elles ont établi solidement une autre source d'informations et créé un réseau mondial de soutien.

Les entreprises qui produisent des aliments industriels se sont de même efforcées de *contrôler leurs prix*. Elles ont fait une campagne intense pour le maintien ou l'élargissement des régimes tarifaires afin de protéger leurs efforts visant à remplacer les importations d'aliments préparés par des produits locaux. Alexandre Vilgrain, président du Conseil français des investisseurs en Afrique et P.D.G de Somdiaa, la société-mère de Sosucam, par exemple, appela publiquement à une progressivité tarifaire en faveur des intérêts industriels du secteur alimentaire au début de 2013. Dans les coulisses, d'autres sociétés implantées à Douala qui produisent des aliments préparés, en conserve ou préemballés ont également demandé des mesures formelles et informelles d'exclusion des importations de produits européens et asiatiques comparables moins chers. Certaines ont fait campagne pour une surveillance accrue de la salubrité des aliments industriels importés et se sont opposées au commerce *néocolonial* des aliments préparés en appelant à des mesures d'autolimitation des exportations. Les politiques de réorientation des dépenses favorisant le développement de la capacité industrielle locale, là où elles réussissent, ont créé des emplois et une prospérité durables. Elles ont également limité, voire éliminé, fort à propos la concurrence en matière de prix. Dans ce contexte, la bière, les légumes en conserve, les céréales préemballées, le café traité et les plats cuisinés importés qui peuvent être produits et commercialisés localement sont devenus des denrées consommées par des gens relativement riches. Les prix que payent les Camerounais moyens pour des produits alimentaires fabriqués, où et quand ils peuvent se le permettre, sont par conséquent loin de l'idéal théorique. L'importance de la réalisation de profits excessifs dans ce contexte n'est pas encore connue. Comme telle, la possibilité d'une dissociation entre l'impératif du développement industriel et ses implications pour les prix des biens de consommation de base mérite une étude plus poussée.

En ce qui concerne le *contrôle des fournisseurs*, plusieurs entreprises ont pris des mesures pour resserrer leurs liens en amont avec des exploitations agricoles ou

pour intégrer leurs fournisseurs. Dans le premier cas, de nombreux spécialistes de la sécurité alimentaire du pays ont décrié en privé l'intensification des efforts des plus grandes brasseries du pays visant à garantir leurs approvisionnements en maïs. Ils soupçonnent la production, la commercialisation et le marketing du maïs au Cameroun d'être de plus en plus soumis aux manigances des brasseries avides d'approvisionnements. Sur ce point, les efforts que fait le secteur privé pour étancher la soif de bière des Camerounais reposent sur une manipulation du marché. Les brasseries ont utilisé leur puissance d'achat supérieure pour détourner les approvisionnements vers leurs installations et ont en conséquence fait monter les prix du maïs pour ceux qui ne disposent pas d'un réseau d'approvisionnement vaste, jouissant de moyens importants ou potentiellement menaçant. Le public consommateur de maïs a inévitablement souffert. Quant à l'autre tendance de contrôle des approvisionnements, plusieurs entreprises agro-industrielles ont suivi une variante du modèle d'intégration verticale de la CDC. Leurs P.D.G. ont choisi de contrôler directement leurs approvisionnements plutôt que de compter sur des systèmes de production basés sur des agriculteurs sous-traitants ou des contrats. L'opinion dominante derrière la tendance à acquérir des terres est qu'un contrôle direct donnera de meilleurs résultats. De ce point de vue, l'élimination des fournisseurs par une intégration verticale est le meilleur moyen de garantir la subordination des stocks de récoltes aux impératifs (industriels) en aval.

Les entreprises agro-industrielles ont également fait des efforts considérables de *contrôle des consommateurs* au Cameroun. Par exemple, la production, l'image de marque et la commercialisation des boissons sportives, une catégorie de produits qui, il y a seulement quelques années, représentait une part négligeable du marché des boissons rafraîchissantes, constituent aujourd'hui un secteur d'activité important. S'inspirant de leur stratégie publicitaire pour la bière, les brasseries et d'autres producteurs ont couvert les panneaux d'affichage du pays d'une imagerie à caractère sexuel vantant les soi-disant qualités de nombreuses marques. Compte tenu du fait que le Programme alimentaire mondial a annoncé qu'une famille sur trois saute parfois des repas pour joindre les deux bouts, la demande accrue de boissons sportives ou énergétiques haut de gamme colorées artificiellement, salées et riches en sucre pourrait être associée à des coûts d'opportunité sévères. La création et la manipulation des besoins des consommateurs ont également transformé les moyens qu'ont les gens d'accéder aux denrées de base. Au-delà des efforts tristement célèbres de Nestlé dans ce domaine, un nombre croissant de Camerounais se tournent aujourd'hui vers la consommation de sucre en sachets et d'huile de cuisine raffinée en bouteilles dont les étiquettes s'ornent d'une super-héroïne. Il est au mieux douteux que ces produits à valeur ajoutée puissent être qualifiés à juste titre de produits de consommation courante pour lesquels des préférences

sont exprimées. La canne à sucre est cultivée à quelques kilomètres des villes principales et la plupart des citoyens ont des liens familiaux étroits avec les zones rurales dans lesquelles l'huile est produite d'une façon artisanale créatrice d'emplois.

Bien que n'étant pas toujours pernicieuse, la force de persuasion privée a eu des coûts publics élevés où et quand un gavage de nouveaux goûts et désirs a réduit la capacité des Camerounais de satisfaire leurs besoins. Une publicité sophistiquée a sans aucun doute suscité de nouveaux désirs qui ont incité certaines personnes à se libérer des routines qui ont encouragé leur adaptation à la pauvreté. La croissance intensive et extensive de la publicité pour les produits alimentaires au Cameroun a néanmoins représenté un gaspillage. Pour paraphraser Galbraith, la duperie organisée qui a visé à convaincre l'affamé de manger a forcément engendré l'inefficacité et l'injustice.

Enfin, en ce qui concerne la *croyance populaire* à propos de ce secteur, les membres agro-industriels du Groupement inter-patronal du Cameroun (GI-CAM) et des membres du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) ont notamment fait pression sur le pays pour qu'il change son image aux yeux des investisseurs. Même parmi les membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, le Cameroun a été considéré lors des dernières décennies plutôt comme *stagnant* du point de vue des IDE. Le régime a pris des mesures pour contrecarrer cette image en raccourcissant considérablement les délais nécessaires à la création d'entreprises et en créant un centre national d'investissement à accès unique. Depuis que ces réformes sont entrées en vigueur, plus d'une demi-douzaine d'investisseurs potentiels dans le secteur de l'huile de palme et d'autres secteurs agro-industriels ont manifesté un intérêt renouvelé pour l'établissement d'activités au Cameroun. En outre, visant à enterrer la vieille image, le gouvernement a mené une campagne de relations publiques de grande envergure dans la presse économique mondiale⁶⁵. L'approche conventionnelle favorable aux affaires à la base de cette campagne intense a été que les investissements agro-industriels permettront forcément d'atteindre les objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté exprimés clairement dans la stratégie nationale et dans le document sur la vision nationale. Il n'est pas étonnant que les particuliers et les organisations de la société civile se soient dressés contre les tentatives de cataloguer le pays comme paradis de l'investissement. L'ancienne approche selon laquelle le pays continue d'être un paradis du clientélisme est maintenant en conflit avec une version fortement aseptisée propice à l'investissement. Accorder une plus grande attention galbraithienne aux points chauds du débat d'idées en cours à propos des IDE agro-industriels et du développement pourrait contribuer à l'élaboration d'une stratégie à long terme plus viable dans ce domaine pour le pays.

Conclusions

Comme le rappelle William Easterly, les économistes ont connu aussi bien des aventures que des mésaventures sous les tropiques. Il n'y a aucune garantie que de futures aventures conceptuelles faisant appel à J.K. Galbraith en Afrique se termineront bien. Comme toutes les recherches en économie politique, celles-ci pourraient être utilisées et abusées à des fins politiques. Elles pourraient également ne pas nous apprendre grand-chose de nouveau. Les chercheurs exploitant les enseignements de Innis, Marx ou Polanyi pourraient arriver à des idées globalement semblables à celles présentées plus haut (ou les avoir déjà clairement exposées). L'éventail possible d'idées nouvelles que l'on pourrait glané en appliquant plus avant le *vieil* institutionnalisme de Galbraith risquerait également d'être tronqué compte tenu de l'ampleur de la recherche institutionnaliste sur l'Afrique⁶⁶. Des dangers évidents sont associés à l'extraction d'une ressource intellectuelle de son contexte et de la traiter dans un autre contexte pour une nouvelle catégorie de consommateurs. Cela dit, il y a de bonnes raisons de suivre ce *modèle* d'exportation. Dans une perspective d'inspiration keynésienne, il pourrait plutôt, au minimum, accroître le nombre d'économistes défunts, spécialistes des sciences sociales et scribouilleurs académiques que l'on ressuscite régulièrement sur le continent.

Galbraith aide à corriger les exposés trop afro-centriques des problèmes et des possibilités du développement africain dans le système capitaliste mondial. Son œuvre est ainsi loin d'être unique. La *valeur ajoutée* provient de l'attention qu'il portait à des sources nominaleme nt privées de pouvoir économique et à la résistance à l'exercice de ce pouvoir. Dans les écrits consacrés au néo-patrimonialisme en Afrique, quand il s'agit de l'exercice du pouvoir, les manœuvres des mécènes et présidents sont considérées comme primordiales. Nous avons appris de Galbraith que cette perspective pourrait être nécessaire mais qu'elle est clairement insuffisante. Les forces du marché et les efforts de contrôle de ces forces peuvent être et sont souvent suscités indépendamment des centres officiels de pouvoir politique. Comme le rappelle Galbraith dans son historique de l'ascension des industries aérospatiale et de défense américaines, au fur et à mesure que les entreprises deviennent plus grandes et plus complexes, elles exercent obligatoirement un pouvoir accru sur leurs clients et fournisseurs. L'Afrique n'est, ni ne sera, pas immunisée contre la montée du pouvoir des entreprises pendant que son réveil économique se poursuit.

L'application des travaux de John Kenneth Galbraith peut également attirer l'attention sur la gestion des choix des consommateurs en Afrique. Ses écrits font également surgir la possibilité que l'expansion ou la contraction du *bezzle* en Afrique soient plus importante que le succès ou l'échec relatif des efforts anti-

corruption. Alors que des entrepreneurs africains plus nombreux lancent publiquement des appels plus fréquents à l'encouragement des forces du marché, Galbraith conseille aux chercheurs d'identifier les façons dont les milieux d'affaires s'efforcent en privé de contrôler, voire même d'éliminer, les marchés. Au-delà de ces voies possibles de futures recherches, les écrits de Galbraith sur la pauvreté, ainsi que sur l'autorité des idées et des institutions plus généralement sont une source possible. Il incombe à d'autres de décider si oui ou non la renaissance africaine a besoin d'une résurrection galbraithienne.

Notes

1. SHAW, Timothy M., « Africa's Quest for Developmental States: 'Renaissance' For Whom? », *Third World Quarterly* 33, n° 5, juin 2012, pp. 837–851.

2. Le Collège des sciences sociales et humaines appliquées de l'Université de Guelph finança le premier de deux voyages d'étude. Une allocation de recherche du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) dans le cadre du programme Initiative pour l'Afrique (www.africaportal.org) rendit les deux dernières visites possibles. L'aide et le soutien de Florence Munoh et d'Ekane Ivo, du bureau de Yaoundé du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) sont également vivement appréciés. Lauren Sneyd, Olufunso Somorin, E.D.G. Fraser, Carolyn Peach Brown et d'autres personnes préférant garder l'anonymat ont tous collaboré de façon significative à cette étude. Aucune des organisations ou personnes énumérées ci-dessus ne saurait être tenue pour responsable de toute erreur rencontrée dans cet article.

3. CHABAL, Patrick, « Power in Africa Reconsidered », in *The African Exception*, éd. ENGEL, Ulf et OLSEN, Gorm Rye, Hants : Ashgate Publishing, 2005, pp. 17–34.

4. ERDMANN, Gero et ENGEL, Ulf, « Neopatrimonialism Reconsidered: Critical Review and Elaboration of an Elusive Concept », *Commonwealth & Comparative Politics* 45, n° 1, février 2007, pp. 95–119.

5. PITCHER, Ann, MORAN, Mary H., et JOHNSTON, Michael, « Rethinking Patrimonialism and Neopatrimonialism in Africa », *African Studies Review* 51, n° 1, avril 2009, pp. 125–156.

6. BAYART, Jean-François, *The State in Africa: The Politics of the Belly*, 2^e éd., Cambridge, Royaume-Uni : Polity Press, 2009.

7. DEGRASSI, Aaron, « Neopatrimonialism and Agricultural Development in Africa: Contributions and Limitations of a Contested Concept », *African Studies Review* 51, n° 3, décembre 2008, p. 108.

8. Voir BØÅS, Morten, « Liberia and Sierra Leone – Dead Ringers? The Logic of Neopatrimonial Rule », *Third World Quarterly* 22, n° 5, octobre 2001, pp. 697–723 ; et CAMMACK, Diane, « The Logic of African Neopatrimonialism: What Role for Donors », *Development Policy Review* 25, n° 5, septembre 2007, pp. 599–614.

9. HYDEN, Goran, *African Politics in Comparative Perspective*, Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2006, p. 84.

10. Erdmann et Engel, « *Neopatrimonialism Reconsidered* ».

11. *Id.*

12. Pour un examen des échanges informels fermés, ouverts, verticaux et latéraux ainsi que leur catalogage, voir HYDEN, 2006, *African Politics in Comparative Perspective*, sur l'« économie de l'affection ».

13. RENO, William, *Corruption and State Politics in Sierra Leone*, Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 1995, p. 9.

14. KISER, Edgar et SACKS, Audrey, « African Patrimonialism in Historical Perspective: Assessing Decentralized and Privatized Tax Administration », *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 636, juillet 2011, pp. 129–149.

15. Cammack, « *The Logic of African Neopatrimonialism* », p. 601.

16. Bøås, « *Liberia and Sierra Leone* », p. 700.

17. CHABAL, « *Power in Africa Reconsidered* », p. 23.

18. DEGRASSI, « *Neopatrimonialism' and Agricultural Development in Africa* », p. 109.

19. ERDMANN et ENGEL, « *Neopatrimonialism Reconsidered* ».

20. Voir PITCHER, MORAN et JOHNSTON, « *Rethinking Patrimonialism and Neopatrimonialism in Africa* », p. 138 ; et par exemple CHABAL, « *Power in Africa Reconsidered* », p. 31. L'une des cibles implicites de ces critiques semble être CHABAL, Patrick et DALOZ, Jean-Pascal, *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Bloomington : Indiana University Press, 1999.

21. ORVIS, Stephen, « Conclusion: Bringing Institutions Back into the Study of Kenya and Africa », *Africa TODAY* 53, n° 2, hiver 2006, pp. 95–110. Orvis considère les institutions comme des ensembles de « règles, normes ou modes opératoires normalisés » communément « reconnus et acceptés, qui structurent et limitent les actions des citoyens dans un domaine particulier » (*id.*, p. 98).

22. Voir en particulier VAN DE WALLE, Nicolas, « Rice Politics in Cameroon: State Commitment, Capability and Urban Bias », *The Journal of Modern African Studies* 27, n° 4, décembre 1989, pp. 579–599 ; et BAYART, Jean-François, *L'État au Cameroun*, Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1979. Pour un exposé plus récent parmi d'autres, voir KONINGS, Piet, *Neoliberal Bandwagonism: Civil Society and the Politics of Belonging in Anglophone Cameroon*, Bamenda, Cameroun : Langaa Research and Publishing Common Initiative Group (RPCIG), 2009.

23. Pour un récent examen du besoin de multiplier les analyses d'économie politique, voir LYNCH, Gabrielle, « The Economic is Political and the Political is Economic: Protest, Change, and Continuity in Contemporary Africa », *Review of African Political Economy* 39, n° 134, décembre 2012, pp. 547–550. Pour des preuves du dynamisme du Cameroun, voir « *Business in Cameroon* », consulté le 31 janvier 2014, www.businessincameroon.com.

24. Voir par exemple HARRISON, Graham, *Neoliberal Africa: The Impact of Global Social Engineering*, Londres : Zed Books, 2010 ; POWER, Marcus, MOHAN, Giles, et TAN-MULLINS, May, *China's Resource Diplomacy in Africa: Powering Development?*, Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan, 2012 ; et HARRISON, Graham, *New Political Economy* 17, n° 5, novembre 2012, pp. 657–698.

25. SHAW, « *Africa's Quest for Developmental States* ».

26. GALBRAITH, John Kenneth, *American Capitalism: The Concept of Countervailing Power*, Boston : Houghton Mifflin, 1952.

27. GALBRAITH, John Kenneth, *Economics and the Public Purpose*, Boston : Houghton Mifflin, 1973, p. 93.

28. Voir MAURY, Frédéric, « Industrie : sur Les trace des pionniers », *Jeune Afrique, Les 500 premières entreprises africaines* 32, 2013, pp. 68–70.

29. Galbraith, *Economics and the Public Purpose*, p. xi. Dans cet ouvrage, Galbraith révisa son opinion initiale sur le pouvoir des grandes entreprises, exprimée dans *The New Industrial State*, Boston : Houghton Mifflin, 1967. Des économistes néoclassiques avaient reproché à ce point de vue de présenter apparemment les consommateurs comme de simples *marionnettes* des publicitaires de Madison Avenue. Il s'efforça ultérieurement de montrer que certains consommateurs moyens conservaient parfois leur pouvoir de décision, soulignant le caractère dual ou *bimodal* de l'économie américaine et les limites du choix offert aux consommateurs dans les secteurs dominés par de grandes entreprises. Pour une excellente analyse de cette révision et une présentation des contributions et, plus généralement, de l'héritage diversifié de Galbraith, voir STANFIELD, James Ronald, et STANFIELD, Jacqueline, *John Kenneth Galbraith*, Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan, 2011.

30. Pour des analyses rigoureuses d'une dimension plus internationale de ce pouvoir, voir CLAPP, Jennifer, *Food*, Cambridge, Royaume-Uni : Polity Press, 2012 ; PONTE, Stefano, GIBBON, Peter, et VESTERGAARD, Jakob, éd., *Governing Through Standards: Origins, Drivers and Limitations*, Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan, 2011.

31. Voir par exemple WALLIS, William, « Africa Calling », *Financial Times*, 11 mars 2013, p. 6, et d'autres articles et tribunes libres de la série « Africa Inc. » de 2013 dans le *Financial Times*.

32. GALBRAITH, *American Capitalism*.

33. SANUSI, Lamido, « Africa Must Get Real About its Romance with China », *Financial Times*, 12 mars 2013, p. 9.

34. STANFIELD et STANFIELD, *John Kenneth Galbraith*, p. 97.

35. GALBRAITH, John Kenneth, *The Affluent Society: 40th Anniversary Edition*, Boston : Houghton Mifflin, 1998.

36. STANFIELD et STANFIELD, *John Kenneth Galbraith*, p. 231.

37. GALBRAITH, *Economics and the Public Purpose*, p. 137. Ces armées ne sont certainement pas sous le contrôle exclusif du groupe BRICS ou d'autres acteurs émergents sur le marché. General Electric, L'Oréal, SAB Miller et d'autres multinationales ayant leurs racines dans l'OCDE sont assurément engagées dans des activités visant à contrôler les consommateurs africains et sont également en tant que telles mûres pour les efforts de mise en application des idées de Galbraith.

38. STANFIELD et STANFIELD, *John Kenneth Galbraith*, p. 103.

39. Pour une opinion qui fit l'objet d'un énorme battage sur la responsabilisation et les TCI, voir MANSON, Katrina, « Continent takes lead in mobile revolution », *Financial Times*, 15 mars 2013, p. 17.

40. GALBRAITH, *Economics and the Public Purpose*, p. 211.

41. GALBRAITH, John Kenneth, *The Nature of Mass Poverty*, Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press, 1979, p. 45.

42. *Id.*, p. 61. Voir également GALBRAITH, John Kenneth, *The Culture of Contentment*, Boston : Houghton Mifflin, 1992.

43. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Global Investment Trends Monitor*, n°11, 23 janvier 2013, p. 6.

44. Voir SHAW, « Africa's Quest for Developmental States », p. 840. Pour des contributions à cette perception, voir « Special Report: Emerging Africa », *The Economist*, 2 mars 2013 ; et FINE, David et al., *Africa at Work*, New York : McKinsey Global Institute, 2013, p. 1.

45. GALBRAITH, John Kenneth, *The Great Crash 1929*, Boston : Houghton Mifflin, 1954, p. 133.

46. GAUTHIER, Bernard et ZEUFACK, Albert, « Governance and Oil Revenues in Cameroon », in *Plundered nations? Successes and Failures in Natural Resource Extraction*, COLLIER, Paul et VENABLES, Anthony J., éd., Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan, 2011, pp. 27–78.

47. Banque mondiale, *Cameroon Economic Update*, n° 3, janvier 2012, http://blogs.worldbank.org/african/files/african/economic_update_issue_no_3_-_jobs_in_cameroon.pdf.

48. Communications personnelles, bureaux du PAM et du FMI, Yaoundé, 3 juillet 2012.

49. Voir République du Cameroun, *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)*, Yaoundé : République de Cameroun, 2009.

50. HOYLE, David et LEVANG, Patrice, *Oil Palm Development in Cameroon*, Yaoundé : Rapport ad hoc du WWF, en partenariat avec l'IRD et le CIFOR, avril 2012.

51. MENTAN, Tatah, « Cameroon: the Political Economy of Poverty », in *Cameroon: Politics and Society in Critical Perspectives*, GROS, Jean-Germain, éd., Lanham, Maryland : University Press of America, 2003, p. 112.

52. L'Assemblée Générale des Nations Unis, *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, Addendum, mission au Cameroun, A/HRC/22/50/Add.2*, 18 décembre 2012, www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-50-Add2_en.pdf.

53. SNEYD, Lauren Q., LEGWEGOH, Alexander et FRASER, Evan D.G., « Food Riots: Media Perspectives on the Causes of Food Protest in Africa », *Food Security* 5, n°4, août 2013, pp. 485–497.

54. Communications personnelles, NGUIFFO, Samuel et SCHWARTZ, Brendan, juillet et décembre 2012.

55. FRU DOH, Emmanuel, *Africa's Political Wastelands: The Bastardization of Cameroon*, Bamenda, Cameroun : Langaa RPCIG, 2008.

56. Bertelsmann Stiftung, *Cameroon Country Report*, Gutersloh, Allemagne : Bertelsmann Stiftung, 2012.

57. TAKOUGANG, Joseph, et KRIEGER, Milton, *African State and Society in the 1990s: Cameroon's Political Crossroads*, Boulder, Colorado : Westview Press, 1998, p. 243.

58. Voir CONAC, *Report on the Status of Corruption in Cameroon*, Yaoundé, Cameroun : CONAC, 2012 ; ainsi que la place consacrée au problème par la presse sous le contrôle de l'état, y compris ESSOGO, Armand, « Les révélations de la CONAC », *Cameroon Tribune*, 30 novembre 2012, p. 5.

59. OWONO, Julie, « Paranoia and despair rule Cameroon », *Al Jazeera*, 8 juillet 2012.

60. TABE EGBE OROCK, Rogers et MBUAGBO, Oben Timothy, « Why Government Should Not Collect Taxes: Grand Corruption in Government and Citizens Views on Taxation in Cameroon », *Review of African Political Economy* 39, n° 133, septembre 2012, pp. 479–499.

61. *Jeune Afrique, Les 500 premières entreprises africaines* 32, 2013.

62. Communication personnelle, DE SCHUTTER, Olivier (sur sa mission), à Kribi, au Cameroun, 21 juillet 2013.

63. Pour un aperçu général sur la RSE au Cameroun, voir la section qui lui est consacrée dans GIZ, *Shaping Corporate Social Responsibility in Sub-Saharan Africa: Guidance Notes from a Mapping Survey*, Bonn : GIZ, 2013.

64. SCHWARTZ, Brendan, HOYLE, David, et NGUIFFO, Samuel, *Emerging Trends in Land-Use Conflicts in Cameroon*, Yaoundé, Cameroun : WWF, DEC et RELUFA, 2012.

65. Voir, entre autres : « Cameroun : Potentialités en quête d'investissements » (Annonce publicitaire), *Jeune Afrique, Les 500 premières entreprises africaines* 32, 2013, pp. 113–116 ; « Cameroon: The Window of Africa » (Annonce publicitaire), *Financial Times* (édition américaine), 15 juillet

2011, p. 5 ; et « Cameroon's Commitment to the Green Economy » (annonce publicitaire), *Financial Times Special Report: Africa and the Green Economy*, 20 juin 2012, p. 1, pp. 4-5. Voir également la couverture de ces annonces dans l'organe officiel du gouvernement : « Cameroon: Financial Times hails Cameroon's Environmental Progress », *Cameroon Tribune*, 3 juillet 2012, www.allAfrica.com.

66. LEYS, Colin, « Rational Choice or Hobson's Choice? The 'New Political Economy' as Development Theory », *Studies in Political Economy* 49, printemps 1996, pp. 37-69.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp